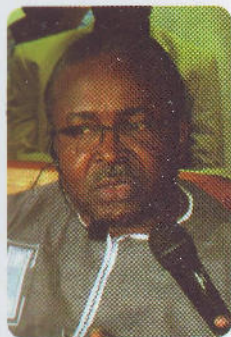


SOIREE POLITIQUE

SUR

« LE REGIONALISME ET L'URGENCE DE LA COHESION SOCIALE AU BENIN »



FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG

SOIREE POLITIQUE

SUR

« LE REGIONALISME ET

L'URGENCE DE LA COHESION

SOCIALE AU BENIN »

Janvier 2015

© FES, Bénin

Les Cocotiers

08 B.P. 0620 Tri Postal

Cotonou - Bénin

Tél.: +229 67 67 04 65

E-mail: info@fes-benin.org

Internet: www.fes-benin.org

Impression:

Imprimerie Ets Rehoboth

(Tél. +229 97094788, 95951472)

« Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich-Ebert-Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich-Ebert-Stiftung ».

▪ **Sommaire :**

Programme1

Allocution du Représentant Résident.....2

Rapport de synthèse.....11

Coupures de journaux.....45

5

PROGRAMME

- 17.50** Présentation sommaire du programme
- 18.00** Allocution de Monsieur Constantin GRUND, Représentant Résident de la Friedrich-Ebert-Stiftung
- 18.15** Débat autour : « *le régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale au Bénin* », animé par les intervenants :
- M. le Professeur Léon Bio BIGOU, enseignant-chercheur et Secrétaire Général de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) ;
 - M. le Ministre Gaston ZOSSOU, enseignant et personnalité politique ;
 - M. le Professeur Francis AKINDES, politologue et sociologue à l'Université de Bouaké-la-Neuve ;
 - Mme la Ministre Reckya MADOUGOU-YEDO, experte en finance inclusive et management des projets et personnalité politique.
- Modération: M. Wilfried Léandre HOUNGBEDJI, journaliste-écrivain.
- 19.15** Intervention des participants
- 20.30** Synthèse des débats
- 20.45** Echanges informels entre participants.

ALLOCUTION DU REPRESENTANT RESIDENT DE LA FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG

Madame et Monsieur les Ministres,
Excellences Messieurs les Ambassadeurs,
Honorables Membres de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs,
Chers Invités,

La Fondation Friedrich Ebert vous souhaite une chaleureuse bienvenue et se réjouit une fois encore de vous recevoir dans ses locaux. Nous vous y accueillons avec beaucoup de fierté.

Avant tout propos, je voudrais prier l'assistance de se joindre à moi pour observer une minute de silence en la mémoire d'un grand homme avec qui nous avons préparé la présente soirée politique et qui - contre toute attente - nous a quitté prématurément. Je voudrais nommer très respectueusement l'Abbé André Quenum dont les qualités ne sont plus à démontrer.

Dès la première prise de contact avec lui sur le sujet, nous avons tout de suite senti son profond attachement pour la paix et surtout son ardent désir de contribuer à la construction d'un Bénin politiquement, économiquement et socialement stable. Un Bénin

débarrassé de tous les maux qui peuvent entraver sa marche vers un développement harmonieux. Nous présentons nos sincères condoléances à tous les professionnels des médias, au Clergé ainsi qu'à ses proches.

La présente « soirée politique » qui porte sur le régionalisme et l'urgence d'une cohésion sociale lui est dédiée. Notre souhait est que nous lui rendions hommage en abordant cette question sensible au Bénin par la confrontation des idées avec certes, la passion nécessaire mais également avec la plus grande objectivité possible.

Chers invités,
en initiant les soirées politiques l'année passée, la Fondation Friedrich Ebert souhaite apporter sa contribution à l'enrichissement du débat public en attirant l'attention sur les questions importantes d'actualités au Bénin.

Ce soir, nous allons oser nous pencher sur une problématique « tabou » pour certains, grave pour d'autres et peut-être sans importance pour une troisième catégorie de personnes ; mais une chose est sûre : la question du régionalisme ne laisse personne indifférent.

Affirmer que le phénomène du régionalisme prend de plus en plus d'ampleur au Bénin est un secret de Polichinelle. Le régionalisme est malheureusement devenu - à tort ou à raison - la nouvelle grille de lecture de tous les phénomènes sociopolitiques ou économiques au Bénin.

Paradoxalement, c'est un sujet « tabou » qui se discute dans des lieux ou milieux qui ne sont pas compatibles avec des espaces de promotion de la Démocratie.

Face à une telle situation - diversement vécue par les citoyens et les acteurs politiques – demeure un constat important qui est d'ailleurs confirmée par les analyses les plus crédibles : l'impérieuse nécessité de discuter des problèmes ouvertement afin d'éviter qu'ils deviennent insurmontables.

En réalité, lorsqu'on fait l'effort de transcender les particularités d'un tel sujet, on se rend aisément compte de l'urgence d'en faire une préoccupation sérieuse pour apporter des réponses idoines. Bien entendu, le caractère légitime du sentiment ethnique, voire des comportements visant à faire valoir son appartenance à une communauté sociolinguistique spécifique ne sont pas des attitudes à incriminer. Tout au contraire, elles témoignent de la richesse culturelle et identitaire d'un pays.

Par contre, ces comportements font le lit à l'exclusion sociale et à la division s'ils ne sont pas mis au service du développement et au profit de l'intérêt général. De même, tout dépend de la manière et surtout de l'utilisation qu'on en fait.

Au Bénin, les manifestations du régionalisme vont de la recherche de l'équilibre interrégional dans la promotion des cadres de l'administration, aux nominations aux postes politiques de direction en passant par les postes électifs et j'en passe... Mais en donnant plus de privilèges à des personnes de sa région au détriment des autres, en tournant dos au principe sacrosaint de la redistribution équitable des ressources tant financières qu'humaines d'un pays y compris la compétence, sans que ceci n'ait fait l'objet d'un débat citoyen, on s'écarte de la construction d'une Nation.

Mesdames, Messieurs,

Vous n'êtes pas sans savoir que dans la construction des Etats-nations par les peuples afin de mieux vivre ensemble il demeure toujours des embûches et des difficultés à surmonter. Tout peuple doit puiser dans son génie pour trouver la thérapie qui lui convient. Le Bénin n'est pas une exception dans ce domaine. De nombreux pays ayant connu cette diversité ethnique, religieuse et identitaire, se sont appuyés sur cette richesse pour construire de grands Etats.

Heureusement, le phénomène peut être transcendé par le dialogue d'une part et les mesures correctives d'autre part pour réduire les disparités et inégalités relatives à la participation à la vie sociale.

Permettez-moi d'ouvrir une petite lucarne sur mon pays, l'Allemagne. Comparaison n'est pas raison, mais je vous en parle quand même : En Allemagne, l'Etat fédéral existe parce que l'ensemble des régions, qui étaient à l'époque de petits royaumes autonomes, se sont accordés sur la nécessité de désigner une personne pouvant représenter tous les peuples qui partageaient la langue allemande. Cela n'impliquait aucun transfert de pouvoir au début, et le pauvre Roi Otto I. n'avait même pas de siège ou de château à sa disposition ; il a essentiellement eu son cheval et très peu de personnel qui l'aurait soutenu pour ses visites aux différentes régions dans la mission de concilier les intérêts divergents.

Aujourd'hui, le rôle important des régions – différentes en culture, identité, tradition et tempérament, existe bien sûr toujours. Mais les sentiments et identités ont beaucoup changé entretemps. Les disparités entre les niveaux de développement, qui étaient considérables après 40 ans de séparation, ont pu être progressivement surmontées après la réunification en 1990, grâce au sentiment d'unité nationale et de la solidarité.

Le Bénin peut arriver grâce à la volonté et l'engagement de toutes les Béninoises et tous les Béninois à sonner le ralliement contre tout ce qui met à mal l'impératif de fraternité gravé dans votre devise au premier rang : **Fraternité - Justice - Travail.**

Contrairement au concept de la dictature du développement, la démocratie peut supporter des débats de ce type même lorsqu'ils mettent mal à l'aise. Notre credo à la Fondation est la promotion de la pluralité des idées fondées sur l'écoute et l'échange mutuels, l'ouverture vers l'autre et la recherche des points de convergence. C'est la raison pour laquelle nous avons minutieusement choisi les panélistes de ce soir pour se prononcer et éclairer les différents aspects du sujet. Je les remercie sincèrement pour avoir accepté partager leur point de vue sur la question qui nous rassemble. Il s'agit de quatre personnalités qui vont confronter leurs analyses et idées sur la question du régionalisme. Je veux nommer :

Le Professeur Léon Bio Bigou. Il est enseignant-chercheur au département de géographie et aménagement du territoire. Il est le Secrétaire Général de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC). Il a été Vice-Président de l'Assemblée Nationale et Secrétaire Général du parti FARD ALAFIA. Sur la question du régionalisme, le Professeur se veut un chercheur qui

n'éprouve aucun complexe à l'aborder ouvertement tant il est convaincu que le sujet engage l'avenir du Bénin. Il a d'ailleurs écrit un livre sur la question de « l'unité nationale 54 ans après l'indépendance ».

Monsieur le Ministre Gaston Zossou est enseignant de formation et un homme politique engagé. Il a servi en tant que Ministre pendant plusieurs années dans le gouvernement du Président Kérékou. Véritable adepte de l'art oratoire – comme toute sa famille, il a marqué plus d'un Béninois pendant qu'il avait la charge de la communication et était porte-parole du gouvernement. Sur la question du régionalisme, il est contre la promotion des cadres basée sur l'appartenance ethnique.

Madame la Ministre Reckya MADOUGOU-YEDO est experte en finance inclusive et management des projets. Elle a été Ancien Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme, porte-parole du gouvernement et Ministre de la Microfinance et de l'Emploi des Jeunes et des Femmes dans le gouvernement du Président Yayi Boni. Elle est une femme engagée qu'on peut classer parmi les valeureuses et vaillantes femmes africaines de la génération émergente qui cristallisent l'opinion publique. Elle apportera au cours de ce débat son

analyse de la question en se basant sur le vécu quotidien des Béninoises et Béninois.

Le Professeur Francis AKINDES est enseignant-chercheur au département de sociologie à l'Université de Bouaké-la-Neuve et chercheur associé à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont les plus récents sont « Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne » et « La transformation des lieux de pouvoir sous les contraintes de la mondialisation ». Il s'intéresse beaucoup à la question du régionalisme, de la démocratisation, du consensus social et de la gestion des diversités. A ce titre, il sera d'une contribution enrichissante basé sur les expériences d'autres pays africains dont la Côte d'Ivoire où il réside.

Vous voyez bien que nous avons essayé d'équilibrer le panel qui sera modéré par Monsieur Wilfried Léandre Hounghédji, journaliste-écrivain avéré au quotidien la Nation. Il suit avec une attention particulière les développements et l'actualité socioéconomiques et politiques du Bénin. Ses capacités intellectuelles indéniables lui permettront de gérer ce débat avec toute la dextérité requise. Je suis convaincu que vous êtes entre des mains compétentes.

Monsieur Hounghédji, avant de vous laisser la parole, je renouvelle mes remerciements pour l'intérêt que l'audience apporte de nouveau à cette plateforme d'échange et surtout mes remerciements aux intervenants qui vont nous entretenir.

Je nous souhaite de très bons échanges et des discussions fructueux.

Monsieur le modérateur, la salle est à vous.

Je vous remercie pour votre attention !

Constantin Grund
Représentant Résident

INTRODUCTION

Le régionalisme, à la fois système de pensée et fondement de l'action politique, est une réalité tangible au Bénin. De nombreuses situations et comportements désormais érigés en normes interpellent la conscience nationale tant, ils brouillent progressivement les repères indispensables à la construction et au renforcement du nécessaire vivre-ensemble. Des décisions, discours et positions politiques sont désormais analysés dans l'opinion à travers le prisme des clivages socio-ethniques et de l'instrumentalisation des liens socio-culturels à des fins politiques. La pratique du quota dans les concours de recrutement à la fonction publique, les débats récurrents sur la nécessité de respecter le développement équilibré dans l'aménagement du territoire et le respect de l'équilibre interrégional dans les nominations politiques agitent souvent l'actualité sans qu'aucune loi ou texte réglementaire ne les aient consacrés.

Il y a quatre décennies, Guy Landry HAZOUMZE, l'un des intellectuels béninois les plus raffinés de son époque, dans son ouvrage « Idéologies tribalistes et nations en Afrique : le cas du Dahomey » stigmatisait déjà et mettait en garde contre les développements inquiétants

du régionalisme. Il avait observé les causes de ce phénomène dangereux dans les manœuvres insidieuses des acteurs politiques qui sollicitent des sentiments d'appartenance tribale au service de leur besoin de positionnement auprès des électeurs.

Mais si le régionalisme se lit dans les actes et les choix politiques et est même cité parmi les déterminants du vote au Bénin, il est hissé au rang de tabou et est rarement discuté sans faux-fuyant et sans hypocrisie. Au point où on se demande comment on guérit d'un mal sans en parler.

Dans un tel contexte d'absence de vrai dialogue, de débats sains et où les positions se cristallisent alors que les manifestations pernicieuses se multiplient et que se mettent en place progressivement les ingrédients d'une déflagration sociale, la Fondation allemande Friedrich Ebert a décidé, à l'occasion de la cinquième édition de la « **soirée politique** » de mettre sur la table : « **le régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale au Bénin** ».

Ce rapport se veut la synthèse de la kyrielle d'opinions exprimées au cours de ce rendez-vous d'explication et de confrontation des idées et des arguments. Il présente une vue d'ensemble des débats menés, met en évidence les principales positions en présence, les différents axes

de réflexion, les issues possibles à ce mal pernicieux qui désagrège progressivement le tissu social et érode le vivre-ensemble. C'est pour ce motif que le rapport est structuré suivant le canevas adopté par le modérateur, les positions défendues par les panélistes ainsi que les différentes interventions et questions du public.

Le rapport présente d'abord le contenu du concept « Soirée politique » initié par la Friedrich-Ebert-Stiftung (1). Il explique ensuite l'organisation de la soirée et du débat (2), décrit le déroulement de la soirée à travers ses temps forts (allocution de bienvenue du Représentant Résident de la FES au Bénin, échanges croisés sur le sujet du jour) (3), dégage par ailleurs les grandes articulations des échanges, les différentes interventions, les positions des panélistes invités ainsi que la prise de parole du public présent (4). Il expose enfin quelques éléments d'analyse de l'ensemble du débat (5).

1. LE CONCEPT DE LA SOIREE POLITIQUE

Dans une démocratie mise au service du progrès social et du bien-être des citoyens, le dialogue et la concertation restent d'importants outils de gouvernance. Le déficit d'espace structuré d'explication, d'échange et de débats publics sur les grandes préoccupations de la communauté nationale et de

partage des points de vue entre la classe politique (toutes tendances confondues), les décideurs à divers niveaux, les acteurs non étatiques et les partenaires au développement conduit souvent à des frictions qui ébranlent le consensus, la cohésion sociale, l'édifice démocratique et desservent la mise en œuvre sereine des politiques de développement du pays.

Au moyen du concept « soirée politique », un espace de confrontation des idées, la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) se propose d'attirer l'attention de l'ensemble des acteurs d'un secteur déterminé sur les questions et enjeux de gouvernance autour desquels un minimum de consensus est indispensable. Si elle ne remplace pas les cadres formels de dialogue politique, elle leur apporte néanmoins une valeur ajoutée en favorisant des échanges sur des questions cruciales de développement et ceci dans une ambiance conviviale. La soirée consiste à regrouper des experts avertis et des acteurs sociopolitiques et économiques de différentes obédiences autour d'un sujet de développement, souvent à polémique. Pour ce faire, la FES veille à la représentation équilibrée des participants. Le but visé étant de susciter la formulation de perspectives claires, susceptibles de soutenir des réformes cohérentes. Ces formulations seraient mises à la disposition des décideurs politiques.

Sur le plan méthodologique, la « soirée politique » est conçue sous forme de panel de discussions, et offre une opportunité d'expression de points de vue, d'échanges et d'analyses de l'enjeu social, économique ou politique en question. Sa modération est assurée par un expert reconnu pour sa maîtrise du sujet et également pour son objectivité dans la gestion et la conduite des débats.

Soirée politique sur le régionalisme et la nécessité de la cohésion sociale au Bénin : pour quels objectifs ?

Le principal objectif de cette édition était d'offrir un cadre d'échange informel entre des acteurs intéressés, concernés et préoccupés par la montée du régionalisme perçu comme un phénomène socio-politique dangereux. Spécifiquement, il s'est agi de :

- fixer les citoyens, les acteurs de la société civile, les leaders d'opinion, les acteurs politiques et l'opinion publique en général sur les origines du mal ;
- appréhender ses contours et manifestations afin d'y proposer des solutions claires et opérationnelles ;
- susciter un dialogue politique informel entre des acteurs clés, qu'il s'agisse de décideurs politiques, d'organisations de la société civile, de syndicalistes, de professionnels des médias ou

d'experts engagés sur les questions de gouvernance politique au Bénin ;

- « détabouiser » un concept et un phénomène qui ronge dangereusement le tissu social et entame progressivement le vivre en commun des Béninois en vue de donner une chance à la cohésion sociale.

2. L'ORGANISATION DU DEBAT

Souhaitant donner de l'épaisseur au débat et lui assurer le caractère politique souhaité, la FES a retenu que les échanges s'effectuent d'abord entre des acteurs qui revendiquent une position officielle connue sur la question en débat. Ce sont des personnes représentatives qui tiennent une certaine position sur le plan politique et sur le plan de la recherche. Sous la coordination de M. Wilfried Léandre HOUNGBEDJI, journaliste-écrivain en fonction au quotidien du service public « la Nation » et modérateur pour la circonstance, les principaux panélistes de la troisième édition de la « soirée politique » s'étaient installés :

Monsieur Francis AKINDES, enseignant-chercheur au département de sociologie à l'Université de Bouaké-la-Neuve (Cote d'Ivoire) et chercheur associé à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), auteur de

plusieurs ouvrages dont « Les mirages de la démocratie en Afrique subsaharienne francophone » (1995).

Monsieur Léon Bio BIGOU, enseignant-chercheur au département de géographie et aménagement du territoire, Secrétaire Général de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), ancien Vice-président de l'Assemblée Nationale et Secrétaire Général du parti *Fard Alafia*. Il est l'auteur de nombreuses réflexions sur la thématique du régionalisme.

Monsieur Gaston ZOSSOU, enseignant de formation, homme politique engagé et grand tribun, ancien ministre de la communication et porte-parole du gouvernement du président Mathieu Kérékou.

Madame Reckya MADOUGOU-YEDO, experte en finance inclusive et management des projets, ancien garde des sceaux, femme engagée, ancien ministre de la justice, de la législation et des droits de l'homme, porte-parole du gouvernement et ancien ministre de la micro finance et de l'emploi des jeunes et des femmes.

Les deux premiers panélistes, enseignants de l'enseignement supérieur, ont été notamment retenus pour partager avec l'auditoire le fruit de leurs recherches (Léon Bio BIGOU) et enrichir le débat dans une perspective comparative avec l'expérience de la

Côte d'Ivoire où il réside (Francis AKINDES). Les deux panélistes suivants, ministres dans deux gouvernements à deux époques différentes, ont été identifiés pour porter dans ces échanges, la voix des politiques, généralement accusés de promouvoir le régionalisme comme instrument de conquête du pouvoir d'Etat.

Ces personnalités sont associées à un auditoire varié et diversifié composé de politologues, de juristes, d'acteurs politiques de différentes chapelles, de potentiels candidats à l'élection présidentielle, d'animateurs de la société civile, de syndicalistes, d'intellectuels de tous poils, journalistes, experts engagés sur les questions de gouvernance politique, citoyens intéressés par le sujet, membres du corps diplomatique et d'institutions internationales accréditées en République du Bénin. Dans cette assemblée, on a pu distinguer entre autres personnalités le Général François KOUYAMI, Madame Célestine ZANOU, les Honorables Candide AZANAI (Président du parti *Restaurer l'Espoir*), Lazare SEHOUETO et Eric HOUNDETE, Emmanuel GOLOU de *l'Union fait la Nation*, (Président du *Parti Social Démocrate*), des délégations des partis *la Renaissance du Bénin* et du *Parti du Renouveau Démocratique*, les Secrétaires Généraux des centrales syndicales, le conseiller du Chef de l'Etat aux affaires sociales, Zakari IBRAHIMA, le Haut Commissaire à la gouvernance concertée, Moise MENSAH, de jeunes étudiants et autres.

En définitive, outre les quatre principaux panélistes, environ trois cent cinquante (350) participants étaient présents dans une salle de conférence débordant de monde.

La FES a également considéré qu'il ne devrait pas s'agir d'un débat en présence d'un public attentif, inactif et docile. C'est donc à juste titre qu'il a été prévu un espace temporel dont devrait se saisir les différents acteurs présents dans le public afin d'intervenir directement dans le débat tant pour des contributions que des interrogations adressées directement aux principaux protagonistes du débat.

3. DEROULEMENT DU DEBAT

Comme annoncé par le maître de cérémonie, la soirée a été lancée par le mot de bienvenue de M. Constantin GRUND, Représentant Résident de la Fondation Friedrich Ebert au Bénin, qui a fait observer une minute de silence en hommage à l'abbé André QUENUM, initialement identifié pour modérer cet important débat sur le régionalisme. Dans sa brève intervention devant une salle comble, M. GRUND, après avoir rappelé l'objectif visé par la FES à travers cette initiative, a notamment campé le décor : *« Affirmer que le régionalisme prend de plus en plus d'ampleur au Bénin*

est un secret de polichinelle. Le régionalisme est malheureusement devenu, à tort ou à raison, la nouvelle grille de lecture de tous les phénomènes sociopolitiques ou économiques au Bénin. Paradoxalement, c'est un sujet 'tabou' qui se discute dans des milieux qui ne sont pas compatibles avec les espaces de promotion de la démocratie », constate-t-il. D'où l'impérieuse nécessité de discuter ouvertement et publiquement de ce phénomène qui fait le lit à l'exclusion sociale et à la division, véritables ennemies de l'intérêt général. Pour M. GRUND, en vue d'éviter que ce phénomène destructeur devienne insurmontable, il convient de le conjurer au moyen du dialogue. Car la démocratie peut supporter des débats qui mettent mal à l'aise. Il faudra ensuite imaginer des mesures correctives susceptibles de réduire les disparités et les inégalités relatives à la participation à la vie sociale. Il a souhaité un débat apaisé et constructif, avant d'inviter le modérateur du jour à prendre le relais pour conduire les échanges.

4. LE DEBAT

D'entrée, le modérateur Wilfried Léandre HOUNGBEDJI, introduisant le sujet, a fait remarquer que si le régionalisme, sujet controversé, est jugé préoccupant par certains, il est banalisé par d'autres. En cela réside tout son intérêt.

Et pour conduire ces échanges dont l'un des mérites est d'explorer les moyens de se guérir de ce mal destructeur, il préconise une démarche en trois temps : les causes, les symptômes et la prophylaxie applicable au régionalisme.

4.1 Des vertus dans la pratique du régionalisme ?

Eviter de confondre régionalisme et sectarisme

Le professeur **Léon Bio BIGOU**, l'un des théoriciens ayant travaillé avec passion sur le sujet, dans son premier tour de parole a tenté une clarification conceptuelle pour parvenir au constat selon lequel, une grave confusion sémantique s'établit entre le « régionalisme », caractère de ce qui est régional et qui n'a rien de péjoratif et le « sectarisme » qui exprime l'intolérance, le rejet et la non acceptation de l'autre : *« les gens se trompent sur les concepts et les mots en confondant des faits naturels de société et des pratiques politiques. D'où l'aspect pernicieux du régionalisme monté en épingle par les hommes politiques pour en tirer des bénéfiques électoralistes »*, conclut-il.

« Tout régionalisme est une opportunité politique pour aller à une déflagration sociale »

Le professeur **Francis AKINDES**, en tant que chercheur sur la question, appelé à se prononcer sur les risques d'accoutumance au régionalisme a d'abord expliqué que ce phénomène qui est un frein au développement de tout pays relève d'un système qui mobilise le naturel au profit du politique au moyen d'un marketing de type régionaliste. Selon lui, tout régionalisme produit un sentiment d'inclusion et d'exclusion qui aboutit inéluctablement à une nation divisée. Et c'est à juste titre que l'universitaire s'inquiète de la montée vertigineuse du phénomène régionaliste opposé à un contre régionalisme de plus en plus exacerbé au Bénin. Il en résulte une perception d'appartenance ou non au cercle des bénéficiaires des faveurs de l'Etat. *« Le risque, c'est que le régionalisme aiguise le sentiment d'inclusion ou d'exclusion du bénéfice de cette faveur. La répartition des postes politiques et des ressources est alors vécue comme une distribution d'inégalités et de frustrations »*, avertit le chercheur.

« Quand on n'a pas beaucoup d'intelligence, on s'accroche aux faits »

M. **Gaston ZOSSOU** avait été invité à présenter sa pratique du régionalisme. Tout en remerciant la FES

pour l'initiative d'un tel débat, l'ancien ministre dont la position sur le sujet est connue, n'a pas fait économie d'exemples et de détails pour mettre en évidence les manifestations du régionalisme répertoriées dans la gouvernance actuelle du pays. Gaston ZOSSOU s'est voulu direct et percutant : *« il faut aller droit au but en abordant le sujet sans hypocrisie et sans langue de bois car la seule manière de guérir de ce mal est de le dénoncer »*. Il a évoqué dans ce style qui lui est particulier les nominations dans l'administration publique dont certains secteurs seraient *« verrouillés aux mains de personnes originaires d'une même région »*, le discours politique officiel, des comportements et attitudes des gouvernants pour conclure sans ambages que *« si le mal existait depuis bien longtemps, il a pris des proportions inégalées ces dernières années. Aujourd'hui, des enfants s'effraient de la résonance de leur nom, car ils ont 30 fois moins de chance de réussir. Ils cherchent alors à se marier dans l'autre région pour se libérer de la damnation régionale. Quelque chose s'est aggravée depuis 2006. C'est un système de gouvernement orgueilleusement revendiqué par ses instigateurs »*, s'est-il indigné.

Au sujet de sa pratique du régionalisme alors qu'il était aux responsabilités, l'ancien porte-parole du gouvernement a argumenté : *« j'ai été le ministre de la communication originaire du Sud d'un président du Nord. A ce titre, j'ai animé quelques 300 points de presse*

face à des journalistes libres. Mais jamais une seule question ne m'a été posée qui m'ait embarrassé sur le régionalisme ».

Madame **Reckya MADOUGOU-YEDO**, seule femme du panel, en livrant son approche du régionalisme a estimé que ce fléau n'est nullement l'apanage des Béninois. En clair, il s'agit d'un phénomène de société, une sorte d'instrumentalisation des liens socio-ethniques, qui frappe tous les pays du monde. Cette instrumentalisation est « *une parade mal inspirée à la pauvreté de l'idéologie politique* ». L'ancienne ministre a raconté des anecdotes pour démontrer sa capacité de résistance à la promotion régionale de cadres à elle suggérés par ses propres géniteurs avant d'appeler son homologue et contradicteur au sens de la mesure pour éviter toute stigmatisation.

La loi sur le quota : une formalisation du régionalisme ?

Pour **Gaston ZOSSOU**, harmoniser les résultats heureux des concours de recrutement dans la fonction publique avec le poids des régions, reviendrait à demander à chaque région de déléguer au détriment de la compétence et du talent, trois joueurs pour participer à la Coupe d'Afrique des Nations. « *Ce dont on parle, c'est que depuis quelques années, le régionalisme est érigé en système de gouvernance* ». A l'en croire, c'est une faute

de gouvernance que de nommer des cadres sur la base de la région alors qu'on devrait faire prévaloir la compétence et l'efficacité.

Doit-on tolérer la promotion régionale ?

On est dans un contexte de marché politique imparfait dans lequel les règles de gouvernance sont peu claires, dans lequel le citoyen n'a de recours qu'en visant les faveurs du distributeur de prébendes, de celui qui a la haute main sur les ressources publiques, observe le **Professeur AKINDES**. « *L'Etat, ça se vole, l'Etat, ça se mange. Dans ces conditions, lorsque vous perdez les élections, vous êtes frappés d'ostracisme, vous courez le risque de tout perdre* ». Et cela constitue un grave danger, prévient l'enseignant de sociologie. Car la discrimination positive régionale est loin d'être une logique citoyenne.

Le professeur **Léon Bio BIGOU**, expert sur la question du régionalisme au Bénin fait remarquer que sa première contribution sur la question remonte à 1995^{*}. Il dénonce une hypocrisie sociale généralisée qui fait passer l'ombre pour la proie, les conséquences pour les causes. Car selon lui, dénoncer les manifestations du régionalisme sans en appréhender les causes est une

^{*} La question du régionalisme et du sectarisme dans la conquête et la gestion du pouvoir

erreur. C'est pourquoi, il s'adonne à un long rappel historique en vue de remonter aux sources du clivage Nord-Sud qu'il situe à l'année 1945. Le régionalisme politique serait parti d'une « provocation » : alors qu'il s'agissait d'élire des représentants du Dahomey et du Togo à l'Assemblée Nationale française, un homme politique du Sud aurait déclaré que « *les gens du Nord ne sont pas encore assez mûrs pour siéger à l'Assemblée Nationale française. C'est cela la source* ». Perçu sous cet angle, la création du groupement ethnique du Nord qui a cristallisé la fracture Nord-Sud, n'est qu'une cause mineure ou juste un détail.

Le modérateur invite Madame **MADOUGOU-YEDO**, ancienne ministre à se prononcer sur le fait que les directions et postes techniques de certains ministères sont un concentré d'une région ou d'une ethnie et où parfois, la langue de travail est le dialecte du ministre. Pour l'ancienne Garde des sceaux, la perspective envisagée dans notre pays en termes de promotion de l'unité nationale et de cohésion sociale rappelle la notion de solidarité. « *Et c'est au nom de cette solidarité que nous tombons dans le régionalisme. Je ne suis pas là pour dire que le régionalisme n'existe pas. Mais je suis un produit de l'unité nationale de par mes parents originaires, l'un du Nord et l'autre du Sud. Et c'est à juste titre que je pense qu'on ne doit pas combattre le régionalisme par le contre-régionalisme* ».

Sur la question de la gestion du pouvoir, de 1960 à nos jours, le modérateur rappelle qu'en 54 ans d'indépendance, les présidents originaires du Sud ont gouverné durant 12 ans contre 42 pour ceux originaires de la partie septentrionale du pays. Cela paraît disproportionné aux yeux de certains. Que faire pour éviter le clash, interroge le modérateur ?

Le professeur **Francis AKINDES** qui réside en Côte d'Ivoire, dans une perspective comparative intéressante a souligné, parlant du Bénin, qu'un sentiment régionaliste s'oppose à un anti-régionalisme qui se renforce. *« Le Sud s'organise pour résister au régionalisme structurel du Nord. Et c'est surtout la répartition des postes politiques et techniques qui est vécue comme une distribution d'inégalités. En Côte d'Ivoire, on a vu des ingénieurs de la pensée régionaliste comme dans les cas du Rwanda, du Congo et du Libéria. Tout le monde connaît la suite »*. Il faut donc éviter d'abandonner « l'électorat captif » aux seuls entrepreneurs politiques qui utilisent une ingénierie d'instrumentalisation de la pensée régionaliste à des fins stratégiques. Pour ce faire, *« il convient d'effectuer des études afin de mesurer les inégalités sociales en vue de les corriger politiquement et de façon démocratique »*.

Gaston ZOSSOU, après avoir énuméré une longue liste de faits jugés régionalistes et discriminatoires, fait

remarquer, qu'alors que l'Allemagne (80 millions d'habitants) et la France (64 millions d'habitants) travaillent à la construction de l'espace européen, le Bénin, (10 millions d'habitants) se balkanise et fragilise ses hommes d'affaires parce qu'ils sont d'une certaine région.

4.1 Contributions et interrogations

Une quinzaine d'interventions faites d'avis marqués, de positions tranchées, de contributions éclairées sur le sujet en débat mais aussi d'interrogations ont été enregistrées. Acteurs politiques, députés, anciens ministres, syndicalistes, représentants d'organisations de la société civile, journalistes, citoyens, à tour de rôle, ont pris la parole pour s'adresser directement et parfois nommément aux quatre panélistes.

Dans une contribution écrite intitulée « Les failles d'un discours caduc : arguments et projections », Madame **Célestine ZANOU**, femme politique, ancienne candidate à l'élection présidentielle et Présidente de la *Dynamique du changement pour un Bénin debout*, fait signifier que le régionalisme, tel pratiqué aux origines (aux temps anciens ?), est mort. « *Le Bénin est passé du régionalisme spontané à un patronymisme politicien exacerbé en passant par un régionalisme politiquement intéressé. Il faut rechercher le nouveau paradigme du*

régionalisme dans le phénomène patronymique ou patronymiste ». Elle met particulièrement à l'index les hommes et femmes politiques qui, afin d'assouvir certaines visées égoïstes et inavouées, se sont emparés, de ce qui dans le passé collectif archaïque et ambivalent, distinguait les citoyens les uns des autres, les communautés entre elles, pour l'utiliser de façon négative et malsaine. Son diagnostic est sans équivoque : le phénomène du régionalisme procède de quatre pesanteurs sociopolitiques : la pauvreté, l'ignorance, les pesanteurs sociologiques du passé, et la mal gouvernance politique. D'où la question de savoir comment inverser la tendance régionaliste des Béninois ou, plus exactement, du patronymisme politicien exacerbé ? La thérapie de choc consistera à priver le régionalisme, non pas d'un mais de deux des quatre supports, n'importe lesquels. Il convient de les remplacer par deux autres supports, en l'occurrence positifs. *« Il faut faire en sorte que nos différentes régions soient identifiées et répertoriées pour devenir de véritables pôles d'émancipation politique et de développement socioéconomique »*.

Daniel ATAIGBA, expert syndical de la *Centrale des Syndicats Autonomes du Bénin*, a tenu à donner sa définition du régionalisme préoccupant qui est *« un instrument au service de la conservation du pouvoir par la classe politique dominante. Cette classe politique se*

taille ainsi un fonds de commerce politique accompagné d'un regrettable opportunisme intellectuel ».

Mme **Christine GBEDJI-VYAHO**, représentante du MEFPD, a regretté que le débat, tel qu'il était mené, manque d'objectivité. *« On aurait pu produire les statistiques des gouvernements qui se sont succédés pour mesurer de façon plus scientifique les actes de régionalisme ».* De son expérience, explique-t-elle, ce sont les politiciens qui sont *« les diviseurs de la nation »*. Ils divisent et opposent les populations qui ont réussi un tel niveau d'interpénétration que le régionalisme est vidé de son sens.

Pour le député **Lazare SEHOUETO**, *« prétendre gérer un pays sans commencer par aimer ses voisins et leur prouver sa capacité à travailler pour leur bien-être est une erreur politique. Cependant, on ne peut s'en prévaloir pour faire la promotion d'un régionalisme qui est finalement le recours à des voies faciles pour conserver le pouvoir ad vitam aeternam ».* Il repère les sources du régionalisme dans les options de division effectuées par le colonisateur. A l'en croire, le *Groupement Ethnique du Nord* qui a cristallisé l'opposition ethnique et tribale Nord-Sud en est l'illustration la plus parfaite. Mais le principal défi qui s'impose à la démocratie béninoise, c'est d'identifier les solutions innovantes susceptibles de transcender ces

pratiques qui constituent une menace à la cohésion nationale.

Abel GBETOENONMON, économiste consultant a choisi de répondre à la « question que faire ». Il propose en réponse d'étudier de façon spécifique, une série de réformes, tant en ce qui concerne leurs cibles que leur contenu en vue d'identifier des solutions durables. Il a rappelé les expériences de vie communautaire des étudiants venus de tous les horizons à une certaine époque à l'Université de Calavi. « *Personne ne savait d'où était l'autre. Il faut trouver le moyen de cultiver à nouveau ce vivre-ensemble qui est le terreau de la construction nationale* ».

En guise de solution à ce fléau qui divise le Bénin, Madame **Antoinette DADJO FAKAME**, Vice-présidente du RIFONGA-Bénin propose d'enseigner aux jeunes générations une culture de patriotisme et de nationalisme là où les acteurs politiques traditionnels ont échoué. « *Il faut inculquer aux plus jeunes une culture de militant de la chose politique* ».

Pascal TODJINOU, Secrétaire Général de la CGTB a souhaité que les débats qui divisent soient évités. « *Car à force d'exacerber ces blessures, le fossé entre les communautés et les régions sera davantage creusé* ». Il a tenu à effectuer un témoignage parlant des concours de

recrutement des agents de l'Etat : « *si j'ai été agent permanent de l'Etat, je le dois au président Mathieu Kérékou, qui a été amené à annuler un concours contesté* ».

Bonaventure SANNI, syndicaliste, fait le constat, lui également, que le régionalisme est le fonds de commerce des politiciens qui divisent le pays. C'est pourquoi propose-t-il, « *il faut encourager le brassage entre les communautés* ».

Carlos KPITIME du *Mouvement pour la Prospérité et la Paix* a interpellé directement les syndicalistes présents auxquels il reproche de n'avoir rien fait pour dénoncer la pratique du quota dans les concours de recrutement à la fonction publique.

Faisant allusion au développement antérieur de l'un des panélistes, **Candide AZANAI**, député et enseignant de philosophie a expliqué que : « *la question du régionalisme telle que posée dans les Etats modernes ne s'évalue plus sur la base des critères de langues et d'ethnies mais sur les notions de citoyenneté et d'Etat de droit* ». Selon lui, les peuples soumis ont toujours enduré les ruses du colonisateur dans sa logique de diviser pour mieux régner. Mais au Bénin, on ne peut faire l'apologie d'un mal érigé en système de gouvernement. « *Ce sont les pouvoirs pathologiques qui se réfugient derrière le*

régionalisme. C'est pourquoi, il convient d'identifier et d'appliquer la thérapie de choc susceptible d'endiguer ce mal et d'impulser le développement. Car le premier intrant du développement est la paix ».

Eric ZOSSOU, opérateur économique, s'adressant aux deux enseignants chercheurs du panel se raconte amer : *« je suis marié à une femme du Nord avec qui j'ai bâti ma poésie du Nord depuis une vingtaine d'années. Mon fils me répond en Baatonu quand je lui parle Goun. J'aime les senteurs, les montagnes, les formes et les odeurs du Nord. Je n'ai jamais voté que pour des politiciens du Nord. Mais aujourd'hui, je me sens cocufié et je voudrais qu'on m'explique ce qui arrive à un homme qui comme moi a son cœur au Nord, est en train de construire la ferme de sa retraite au Nord et qui a pu déclarer à sa femme originaire du Nord, je ne voterai plus jamais pour un candidat originaire du Nord ».*

Le député de l'Union Fait la Nation, **Eric HOUNDETE** s'est exercé à proposer des remèdes au mal que dénoncent l'ensemble des participants conviés à cette rencontre de confrontation des idées. Après avoir crevé l'abcès, il urge d'inventer courageusement les mécanismes devant permettre de limiter les dégâts. Pour y parvenir, il faudra agir sur trois leviers, pense-t-il : repenser l'organisation des concours pour y introduire davantage de transparence et d'équité, revoir le mode de déploiement

des commis de l'Etat dans les départements du pays et promouvoir une politique équilibrée de l'aménagement du territoire. *« L'Etat expose une suffisance insolente par endroit et montre trop d'indigence dans certaines régions du pays. 15 000 classes manquent d'enseignants au Bénin. 156 classes à Nikki et 180 à Kpomassè par exemple. Il faut corriger ces inégalités. C'est une question de prévision de l'avenir »*, plaide-t-il.

Maître **Arthur BALLE**, bâtonnier de l'ordre des avocats dans le registre des solutions explore deux pistes : *« la formule simple et gagnante est l'éducation. A cela, il faut ajouter le métissage régional et le développement équilibré des régions »*.

Madame **Philomène EKPO**, experte syndicale a observé également que le régionalisme est la résultante de l'analphabétisme des populations dont abusent les politiciens avant de demander au panel si l'expression *« le fils du terroir »* ne doit pas être rangée dans les manifestations du mal.

Lucien GLELE LANGANFIN, expert syndical de la CGTB, en guise de solution a proposé la lutte contre le phénomène insidieux de l'institutionnalisation des nominations des cadres de l'administration territoriale sur le critère d'appartenance aux régions. *« Aujourd'hui, il est difficile sinon quasi impossible d'être originaire de*

Ouidah et de se faire nommer Préfet dans l'Atacora Donga. C'est un frein à l'intégration et à la cohésion nationale. Il faut combattre cette pratique », conseille-t-il.

4.2 Sortir du régionalisme : les issues de secours

Après cette série d'interventions dont certaines avaient pris l'allure de véritables communications, le modérateur a effectué une synthèse d'étape en deux mots : *« la pratique du régionalisme est au Bénin une réalité qui remonte à au moins 1954. Les populations s'acceptent, quelles que soient leurs origines. Mais le crime perdure car il profite aux politiques ».*

La parole fut accordée, à titre exceptionnel, à **Moise MENSAH**, Haut Commissaire à la gouvernance concertée, pour sa contribution. Selon lui, *« le Bénin est constitué de peuples rassemblés pour créer une nation malgré nous. Le régionalisme n'est pas le résultat de dissensions entre populations mais bien le fruit de manipulations politiciennes. C'est pourquoi, ce débat passionnant et réconfortant doit permettre de proposer des solutions ».* Sa première solution est l'aménagement du territoire qui donnera des chances de développement équitable à toutes les contrées du Bénin pour une plus grande intégration ethnique. Ensuite, *« il faut encourager le croisement pour s'enrichir de nos*

différences ». Avant de conclure, il a salué l'une des initiatives qui, à son avis, méritent d'être encouragées. Il s'agit de ce projet de la *Jeune Chambre Internationale du Bénin* intitulé : « notre diversité, ma fierté ». « *Il faut encourager et multiplier de tels projets qui visent à parler aux enfants des collèges afin que dans dix ans, le brassage favorise l'interpénétration et l'intégration ethnique réciproque ».*

Les panélistes ont été ensuite appelés à un dernier tour de parole afin de proposer des réponses aux rares questions venues du public et conclure la séance.

Le professeur **Francis AKINDES** soutient, comme ses prédécesseurs, que la diversité est une richesse. Il fait observer que c'est toujours à la veille des élections que se note la montée du régionalisme. « *C'est ainsi parce que nous sommes sur un marché politique imparfait où les acteurs profitent de la pauvreté des citoyens qui est une ressource politique. Le groupe politique au pouvoir met en place un mécanisme de domination. Alors, les jeunes peuvent souffrir du régionalisme au détriment de la méritocratie. Pour nous en sortir, il faut surveiller et corriger le discours politique. Il faut faire reculer les limites de la pauvreté. En avons-nous seulement les moyens ? Je crois qu'il faut agir et vite car tant que les choses resteront en l'état, je reste pessimiste ».*

Le professeur **Léon Bio BIGOU** propose des solutions en cinq points :

- accepter les différences irréductibles qui constituent de véritables richesses,
- donner davantage de pouvoir à l'éducation et sortir les masses laborieuses de l'analphabétisme et de l'ignorance,
- valoriser les compétences et être tolérant,
- réviser la Charte des partis politiques pour aboutir au plus à trois grandes formations politiques,
- lutter farouchement contre l'impunité.

Madame **Reckya MADOUGOU-YEDO**, en quatre points, a effectué les propositions susceptibles de tuer les identités multiples en vue de la construction d'une identité nationale :

- renforcer les bases de la cohésion nationale,
- combattre le régionalisme politique qui se manifeste par les meetings folkloriques de remerciements au lendemain des nominations,
- procéder à une répartition équitable des ressources affectées aux régions,
- effectuer des études quantitatives en vue de mesurer et de documenter sur la base de statistiques, l'ampleur de ce mal.

Monsieur **Gaston ZOSSOU** a rappelé sa conviction selon laquelle « *la maladie guérira seulement quand on*

appellera un chat un chat. Car le seul moyen de conjurer le mal est de le dénoncer ». Ensuite, l'Etat prendra l'initiative de construire six grands internats (un par département) pour garçons et filles à partir de la classe de 6^e. L'intégration ethnique qui en résultera sera époustouflante. Alors, quinze ans plus tard, il sera difficile de venir leur raconter qu'ils sont différents. Enfin, il faut appeler le sport au secours de l'unité nationale. Car le sport est un exutoire de l'instinct conquérant des peuples et un instrument de lutte contre une pratique aussi dégradante que le régionalisme.

Cette mémorable soirée d'échanges s'acheva sur l'exécution de l'hymne national, symbole d'une unité nationale en construction.

4.3 En résumé

Au bout de plus de trois heures d'échanges, il est apparu clairement quelques points de convergences :

- tous les intervenants exècrent le régionalisme qui à travers ses différentes manifestations est à notre époque, une pratique abjecte, génératrice d'exclusion et de frustrations ;
- le régionalisme au Bénin n'est pas l'expression de dissensions entre communautés mais le fruit de manipulations politiciennes multiformes qui s'exacerbent en période d'élections ;

- les panélistes s'accordent à reconnaître l'urgence d'agir et d'administrer une thérapie de choc à ce phénomène ;
- les solutions existent qui permettent de guérir du mal ou tout au moins d'infléchir durablement son acuité.

Le seul point de divergences à retenir réside dans la perception que chacun des intervenants se donne du mal. Ces constats reflètent globalement les interventions d'un public à la fois enthousiaste et préoccupé.

CONCLUSION

Les positions défendues par les intervenants ont révélé une inquiétude doublée d'agacements et d'indignation face à ce phénomène pernicieux. Après avoir exploré les symptômes, les manifestations et la médication correspondante, on se rend compte que le chemin est encore long de la situation actuelle à l'éradication du régionalisme.

Pour l'essentiel, la quasi-totalité des intervenants installés dans le public a laissé transparaître une soif de guérison de ce mal dont les effets dévastateurs ont été rappelés tout au long de la soirée. Cette rencontre a

surtout révélé à nouveau la grande envie de débat d'un public très intéressé, à la recherche d'informations et de confrontation d'idées.

A l'évidence, cette cinquième édition de la « Soirée politique » a confirmé la réputation d'événement à grand succès que s'est désormais taillée cette initiative. Certes, l'objectif n'était pas forcément que le débat conduise à un consensus. Même si ce débat-ci y est quasiment parvenu. Il a offert aux deux camps l'opportunité de « détabouiser » ce phénomène, de se parler, de défendre chacun ses positions et de confronter ses arguments aux questions d'un public averti et très exigeant. Une fois encore, la Fondation Friedrich Ebert a eu le mérite de mettre en évidence la nécessité de l'expression plurielle des idées dans tout système véritablement démocratique.

COUPURES DE JOURNAUX



Adjinakou, 01.12.2014

5^{ème} soirée politique à Friedrich Ebert : des solutions pour combattre le régionalisme*

Léon Bio Bigou, Reckya Madougou Yèdo, Gaston Zossou et Francis Akindès sont les personnalités de cette cinquième “soirée politique” organisée par la fondation Friedrich Ebert Stiftung à son siège à Cotonou le vendredi 28 Novembre 2014, afin de trouver des pistes de solutions pour combattre le régionalisme au Bénin.

“Le régionalisme et l’urgence de la cohésion sociale au Bénin”, tel est le thème autour duquel les débats de cette cinquième “soirée politique” de la fondation Friedrich Ebert, ont été organisés le 28 Novembre dernier. C’est une rencontre au cours de laquelle, les professeurs Léon Bio Bigou et Francis Akindès d’une part, et les politiques Reckya Madougou Yèdo et Gaston

* L’article ci-dessous a été ressaisi par nos soins.

Zossou de l'autre, ont exposé leur vision sur la question. Tous ces invités ont reconnu dans un premier temps que le régionalisme est un sentiment dangereux qui fait régresser un pays. Reckya Madougou Yèdo s'est défendue bec et ongle d'avoir pris de la hauteur sur le fait que tout cadre nommé doit organiser des cérémonies de remerciement une fois nommé, car c'est un sentiment qui nourrit le régionalisme. Gaston Zossou a fait savoir que le régionalisme n'a fait que régresser le Bénin sur plusieurs plans. Pour les chercheurs Francis Akindès et Léon Bio Bigou, le régionalisme constitue un frein au processus de développement. Ils ont tous reconnu que le fait décrié aujourd'hui, est malheureusement présent dans les habitudes au Bénin.

Quelques pistes de solutions

S'il faut bannir le régionalisme au Bénin, plusieurs approches existent. Les invités de cette cinquième "soirée politique" ont fait quelques ouvertures. Pour Léon Bio Bigou, si "nous voulons avancer, il faut sortir de l'hypocrisie sociale ; les pires ennemis viennent de notre région, de notre famille politique ou sociale. Le Bénin n'a pas commencé en 2006, il faut accepter la différence, réviser la charte des partis politiques en réduisant considérablement le nombre de regroupements politiques, et éviter de promouvoir la médiocrité". Pour Madougou Yèdo et le professeur Akindès, la solution part de l'éducation pour combattre le régionalisme et

sortir du fondamentalisme. Gaston Zossou estime que le seul moyen de combattre le régionalisme qui est un sentiment dangereux, est de le dénoncer dans les formes requises. Il a également mis l'accent sur l'éducation. L'acteur politique mineur que je suis dénonce l'hypocrisie, car c'est par accident qu'on fait le mal. Cette "soirée politique", la cinquième édition entre dans le cadre de la promotion du dialogue politique entre acteurs d'horizons divers et vise à apporter une contribution significative aux débats publics sur les questions socio-politiques et économiques au Bénin. Cette cinquième soirée de la série a permis l'éclairage de l'opinion par les personnalités invitées. Elle a également connu la participation effective de politologues, de juristes, d'acteurs politiques et de la société civile, de citoyens intéressés, de membres du corps diplomatique, d'institutions internationales accréditées au Bénin et autres acteurs des médias.

Gathum GBAGUIDI

FRATERNITE

Fraternité, 01.12.2014

5ème édition des « soirées politiques » à la Fondation Friedrich Ebert : Le régionalisme décrypté par des acteurs sociopolitiques

5ème édition des « soirées politiques » à la Fondation Friedrich Ebert : Le régionalisme décrypté par des acteurs sociopolitiques

Dans le but de promouvoir le dialogue politique entre acteurs d'horizons divers et d'apporter une contribution significative aux débats publics sur les questions sociopolitiques et économiques au Bénin, la Friedrich-Ebert-Stiftung (Fes) a initié une rencontre d'échanges le vendredi dernier à son siège à Cotonou. Cette soirée débat a réuni quatre panélistes à savoir Reckya Madougou, Gaston Zossou, Léon Bio Bigou et Francis Akindès.

Le professeur Léon Bio Bigou, l'un des panelistes

« Le régionalisme et l'urgence d'une cohésion sociale au Bénin ». Tel est le thème sur lequel ont porté les débats à la cinquième « soirée politique » organisée par la

Fondation Friedrich Ebert vendredi dernier à son siège à la Haie-vive à Cotonou. Au cours de cette soirée, les quatre panélistes se sont prononcés sur les différents aspects du régionalisme. D'entrée, le Professeur Léon Bio Bigou, enseignant-chercheur au département de Géographie et Aménagement du Territoire à l'Uac, a affirmé qu'il y a des vertus pour la nation dans le régionalisme, mais c'est son aspect pernicieux qu'il faut incriminer. D'une part, il fonde son point de vue sur les différentes ressources économique et culturelle dont dispose chaque région et qui constituent des richesses pour la nation et d'autre part, il rejette son aspect pernicieux qui consiste à attribuer plus de privilèges à sa région au détriment des autres. Abondant dans le même sens, son confrère Francis Akindès, enseignant-chercheur à l'Université de Bouaké la-Neuve, a reconnu que la répartition des ressources est vécue comme une inégalité sociale. Selon lui, on ne doit, en aucun cas, laisser les inégalités être gérées par des ingénieurs politiques qui l'utilisent à des fins stratégiques. De son côté, l'ancien ministre Gaston Zossou, homme politique engagé, trouve qu'à l'heure actuelle au Bénin, avec la pratique du régionalisme, « toutes les régies financières se trouvent aux mains des personnes issues d'une seule et même région ». Selon lui, c'est un système de gouvernance qu'il faut combattre pour éviter les discriminations entre « Nord et Sud ». Mais l'ancienne ministre, Reckya Madougou, tout en se basant sur le

vécu quotidien, trouve que c'est dans le but de promouvoir l'unité nationale à travers la cohésion sociale et la solidarité que parfois, l'on est amené à faire la promotion régionale.

Pas de régionalisme sans solution

Et parlant de perspectives, les panélistes dans leur ensemble ont trouvé que la meilleure solution pour sortir du régionalisme doit commencer par l'éducation, la répartition équitable des ressources sans tenir compte des appartenances régionales et surtout permettre aux méritants d'accéder à des postes qui leur conviennent afin de sortir de l'instrumentalisation de la population et donc de la pauvreté. Pour les participants, la réussite aux concours, la nomination des cadres, les affectations des fonctionnaires et l'aménagement du territoire ne doivent plus se résumer aux affinités régionalistes.

Véronique Evédo AKAKPO (Stag)



La Nation, 01.12.2014

5^{ème} soirée politique de la Fondation Friedrich Ebert au Bénin : Le régionalisme au menu des échanges*

La Fondation Friedrich Ebert a organisé, vendredi 28 novembre dernier, la cinquième édition de sa plateforme d'échanges « Soirée politique » autour du thème : « Le régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale au Bénin ». Pour en débattre, elle a mobilisé un panel d'hommes connaisseurs du sujet, qui de part leurs expériences politiques dans la gestion des affaires de l'Etat, et qui de par leur maîtrise scientifique du thème. Il s'agit en l'occurrence des anciens ministres, Gaston Zossou et Reckya Madougou Yèdo, et des professeurs Léon Bio Bigou et Francis Akindès.

Après la quatrième édition sur le dialogue social en septembre dernier, la cinquième soirée politique s'est déroulée vendredi dernier autour de la problématique

* L'article ci-dessous a été ressaisi par nos soins.

du régionalisme que d'aucuns qualifient de tabou au Bénin. Et pourtant, le phénomène existe. « Au Bénin, les manifestations du régionalisme vont de la recherche de l'équilibre interrégional dans la promotion des cadres de l'administration aux nominations aux postes politiques de direction, en passant par les postes électifs », a indiqué le Représentant Résident de la Fondation Friedrich Ebert, Constantin Grund. Mais poursuit-il, en donnant plus de privilèges à des personnes de sa région au détriment des autres, en tournant dos au principe sacro-saint de la redistribution équitable des ressources tant financières qu'humaines y compris la compétence, sans que ceci n'ait fait l'objet d'un débat citoyen, on s'écarte de la construction d'une nation.

Un débat sans langue de bois.

Et c'est pour ne pas s'écarter de la construction du Bénin que le présent débat public sur le phénomène du régionalisme a toute sa raison d'être. Sans hypocrisie et sans aucun complexe, les quatre panélistes invités pour la circonstance ont décortiqué le sujet comme ils l'entendent. Sous la modération du journaliste Wilfried Léandre Houngbédji, chacun d'eux s'est exprimé sur la pratique du régionalisme devant un public composé majoritairement de députés, d'anciens ministres, de responsables de centrales syndicales, des membres du corps diplomatique accrédité au Bénin et bien d'autres.

Le professeur Léon Bio Bigou, dans son approche définitionnelle du terme régionalisme, a montré que la racine « région » est d'abord un espace naturel avec ses caractéristiques propres aussi bien au plan physique qu'au plan culturel. Pour lui, le concept n'a rien de péjoratif, il y a que nombre de personnes se trompent sur le sens du mot : « il y a souvent la confusion entre le sens du régionalisme en tant que tel et le sens d'un autre concept qu'on ne prononce et qui est le sectarisme ». L'universitaire fait donc savoir que ce sectarisme assimilé au régionalisme exprime « l'intolérance, le rejet et la non acceptation de l'autre ». Mais il précise que ce sont les politiciens qui cherchent à jouer sur les sensibilités de telle ou telle région, pour en tirer des profits électoralistes. C'est là, ajoute-t-il, l'aspect pernicieux du régionalisme.

Dans la même perspective, le professeur Francis Akindès expliquera que le régionalisme est un frein au développement de toute nation. Il fait naître le sentiment d'appartenance ou non au cercle des bénéficiaires des faveurs de l'Etat. Le risque, souligne-t-il, est qu'on a le sentiment d'être exclu ou inclus ; ce qui est source de conflits. Il déplore le fait que la courbe du sentiment régionaliste ou anti régionaliste soit ascendante au Bénin : « la répartition des postes politiques, des ressources est vécue comme une distribution d'inégalité ».

Pour sa part, l'ancien ministre Gaston Zossou a mis en exergue certaines manifestations du régionalisme sous le régime actuel. Il a, par exemple dénoncé certaines nominations dans l'administration publique. Il a clairement montré que le phénomène, quand bien même il existe depuis longtemps, a pris de l'ampleur ces dernières années. Le mal, estime t-il, est devenu un principe de gouvernement. Selon ses explications, c'est une faute que de vouloir nommer des cadres sur la base de la région pour des questions de compétence et d'efficacité.

L'ancienne ministre Reckya Madougou-Yèdo, de son côté, a expliqué que le régionalisme en question n'est ni le propre des Béninois, ni le propre des Africains. En clair, il s'agit d'un « phénomène de société qui frappe tous les pays du monde entier ». Elle souhaite alors qu'on évite de stigmatiser le Bénin par rapport à cette question qui est une sorte d'instrumentalisation. Elle lie cette instrumentalisation à une sorte de refuge, lorsqu'on est en face d'une pauvreté en matière d'idéologie politique ». C'est dans le même ordre d'idées que le professeur Francis Akindès évoque le contexte de « marché politique imparfait » où les règles de gouvernance n sont pas claires.

Des approches de solutions

Après environ une heure d'échanges entre les panélistes, il y a eu quelques interventions dans le public pour apprécier le débat et proposer des pistes de solutions au phénomène. Dans cette dynamique, les panélistes ont tous été unanimes sur l'importance de l'éducation à la base en vue du renforcement de la cohésion sociale dans le pays. De façon spécifique, Reckya Madougou-Yèdo dira que, pour combattre le régionalisme politique, il faut notamment lutter contre l'organisation des meetings et marches de remerciement qu'on observe depuis quelques années. Elle préconise aussi la répartition équitable des ressources sur l'étendue du territoire national. Quant au ministre Gaston Zossou, il insistera sur l'importance de la dénonciation : « le seul moyen de conjurer le mal, c'est de le dénoncer ». Léon Bio Bigou a mis l'accent sur la nécessité de tenir compte des compétences pour les postes de responsabilité, de mettre un terme à l'impunité et de réviser la charte de création des partis politiques. Au Bénin, pense t-il, trois partis politiques suffisent. Initiée depuis l'année dernière par la fondation Friedrich Ebert, la plateforme d'échanges dénommée « Soirée politique » vise essentiellement à attirer l'attention de l'opinion publique sur les questions importantes d'actualité au Bénin.

Sébastien LOKOSSOU



La Nouvelle Tribune, 01.12.2014

Régionalisme : Gaston Zossou, Madougou, Bio Bigou et Akindès dissèquent un mal qui ronge le Bénin

« Le régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale et Bénin ». Tel est le thème de la cinquième soirée politique organisée par la Fondation Friedrich Ebert, bureau de Cotonou à son siège. C'était dans la soirée de ce vendredi 28 novembre 2014. Le Panel : les professeurs Bio Bigou Léon et Francis Akindès, les ministres Gaston Zossou et Reckya Madougou-Yèdo. Le modérateur : le journaliste-écrivain, Wilfried Léandre Hounghédji. Ambiance et compte-rendu d'une soirée riche en idées sur une question « tabou » mais préoccupante dans l'animation de la vie publique béninoise.

Fes : un décor

Tout comme les précédentes, la cinquième soirée politique de la représentation béninoise de la Friedrich Ebert Stiftung (Fes), n'était à manquer sous aucun

prétexte. Le bureau de Cotonou de la fondation allemande bondait de monde dans la soirée de ce vendredi 28 novembre 2014. Professeurs d'universités, personnalités politiques, acteurs de la société civile, citoyens lambda et journalistes ont fait massivement le déplacement pour vivre et participer à l'animation de cet espace de confrontation d'idées, de libre débat. Pour le thème et surtout la qualité du panel, l'occasion en valait la chandelle. Il fallait faire le déplacement pour venir écouter Gaston Zossou et Reckya Madoudgou, anciens ministres de Mathieu Kérékou et Boni Yayi, puis Léon Bio Bigou et Francis Akindès, professeurs à l'université d'Abomey-Calavi (Bénin) et de Bouaké (Côte d'Ivoire) débattre du «régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale au Bénin.» «Une problématique tabou pour certains, grave pour d'autres et peut-être sans importance pour une troisième catégorie ; mais une chose est sûre : la question du régionalisme ne laisse personne indifférent », a souligné dans son allocution Constantin Grund, représentant résident de la Fondation Friedrich Ebert. « Au Bénin, fait-il remarquer, les manifestations du régionalisme vont de la recherche de l'équilibre interrégional dans la promotion des cadres de l'administration, aux nominations aux postes politiques et de direction en passant par les postes électifs ». Et constat patent : «le régionalisme est malheureusement devenu-à tort ou à raison- la nouvelle grille de lecture de tous les phénomènes sociopolitiques ou économiques

au Bénin (...) Paradoxalement, c'est un sujet tabou qui se discute dans des lieux ou milieux qui ne sont pas compatibles avec des espaces de promotion de la démocratie» C'est sans doute pourquoi, la Fondation a décidé de la mettre sur la table dans l'une de ses soirées politiques. Une initiative prise pour «apporter sa contribution à l'enrichissement du débat public en attirant l'attention sur les questions importantes d'actualités au Bénin.»

Gaston Zossou-Réckya Madougou : confrontation directe

Avec la configuration du panel, on s'attendait à un débat de deux ordres. Notamment une confrontation directe entre les politiques, tous deux aussi éloquents que verveux et une analyse moins accusatrice des deux scientifiques. Cela n'a pas raté. Malgré l'accolade de Réckya et Gaston, il y a vraiment de l'adversité (des idées) dans l'air.

« Parlant de régionalisme, quelque chose s'est aggravé à partir du 06 avril 2006 (arrivée au pouvoir de Boni Yayi, Ndlr) Le Bénin est tombé aux mains de régionalistes et de tribalistes grégaires », s'est indigné l'ancien ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement Kérékou. « Aujourd'hui, a-t-il tenté d'illustrer, sauf retouche de dernière heure, toute la régie financière se trouve aux mains de personnes

originaires de la 'bonne région' (le Nord et la région d'origine de Boni Yayi, ndlr).Le régionalisme est érigée en système de gouvernance ». « Je ne suis pas là pour défendre une chapelle politique, mais le régionalisme ne date pas de 2006 », a répondu Reckya Madougou, ancienne ministre de la Microfinance puis Garde des Sceaux et porte-parole du gouvernement Yayi. Gaston Zossou avance qu'il faut « aller droit au but et évoquer la question. Car, la seule manière d'éviter le mal est de le dénoncer ». Contrairement à son alter ego, l'experte en Finance inclusive et management des projets qui a fini par ce lâcher pense qu'il « faut arrêter un peu ». Symbole de l'unité nationale, comme elle s'est décrite (son père est du Nord, sa mère du Sud et elle a épousé un sudiste), Réckya Madougou-Yèdo estime qu' « à force de vouloir trop crever l'abcès, on exacerbe les gens. On les braque les uns contre les autres ». Elle ne nie pas le caractère régionaliste du régime Yayi. Mais avance qu'il faut admettre que « le régionalisme relève de l'instrumentalisation des liens sociopolitiques et socioculturels. Au Bénin, il est le refuge face à la pauvreté idéologique de la classe politique. Mais Il n'est pas inhérent qu'au Bénin. Evitons de stigmatiser notre pays.»

Akindès et Bio Bigou : analyse scientifique croisée

« L'aspect pernicieux du régionalisme se trouve dans son instrumentalisation à des fins politico-politiciennes »,

postule le professeur Léon Bio Bigou. Selon lui, pour bien cerner la problématique du régionalisme au Bénin, il faut se focaliser sur ces causes et non ses effets. Il estime que tout ce qui cristallise la question aujourd'hui s'explique par un certain nombre d'évènements ayant marqué le Bénin depuis 1946. « Ce sont les conséquences des dérapages du début que nous gérons actuellement », a indiqué le secrétaire général de l'Uac. Qui est de la même tendance que Gaston Zossou sur certains pans de la question : « Il faut oser en parler. Faire le bilan de ce que chaque régime a fait et vécu en ce qui concerne le régionalisme ». « J'ai vu monter au Bénin un sentiment de régionalisme anti-régionaliste », a témoigné le professeur Akindès. Lui, apportait un regard, disons, externe, plus neutre, celui d'un non-acteur direct, sur le sujet. Au Nord, a-t-il argumenté, les gens semblent s'organiser pour résister à certain élan régionaliste du sud. « La promotion du régionalisme est un frein dans la construction de la Nation, a-t-il poursuivi. Il produit deux sentiments : inclusion et exclusion. Du coup, on a une nation divisée en deux. (A savoir) les inclus (ceux qui bénéficient des faveurs du système) et les exclus. » Et au Bénin, cela s'explique dans une certaine mesure du fait qu'on a « un marché politique imparfait ; les règles de gouvernance ne sont pas claires ».

Solutions : éduquer et éradiquer la pauvreté

Les quatre panelistes ; Léon Bio Bigou, Francis Akindès, Gaston Zossou et Reckya Madougou-Yèdo sont unanimes sur un fait : pour combattre le régionalisme, il faut instruire, éduquer les populations et éradiquer la pauvreté. « Si nous voulons avancer, sortons de l'hypocrisie politique », a insisté le professeur Léon Bio Bigou. « Il faut accepter les différences irréductibles de chaque peuple, a-t-il ajouté. Offrir aux populations les mêmes facilités d'éducation dans toutes les régions. Revoir la charte des parties politiques ; trois partis politiques au plus est suffisant pour le Bénin. Il faut mettre fin à l'impunité ». Pour la ministre Madougou Yèdo, quand on parle de régionalisme, tout le monde pense au « régionalisme politique ». « Pour combattre le régionalisme politique, a-t-elle proposé, il y a des choses concrètes contre lesquelles il faut se lever : les meetings de remerciements (au chef de l'Etat après nomination, Ndlr). Il faut une répartition équitable des ressources dans le pays.» Sur ce dernier volet, c'est sans doute ce qu'Eric Houndété, député Un (Union fait la Nation, opposition) et présidentiable de 2016, présent à cette soirée politique désigne par « mener une réflexion sur l'aménagement du territoire ».

Léonce Gamai



Nouvelle Expression, 02.12.2014

5ème soirée politique de la Friedrich Ebert Stiftung : Les dessous du régionalisme comme obstacle à la cohésion sociale dévoilés*

La soirée politique, format de rencontres d'échanges, organisée périodiquement par la Fondation Friedrich Ebert, était vendredi dernier à sa cinquième édition. Laquelle a porté sur le thème « Le régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale au Bénin ». Pour débattre du sujet, quatre personnalités, et pas des moindres, ont été invitées. Il s'agit du Professeur Léon Bio Bigou, de l'ancien ministre Gaston Zossou, du Professeur Francis Akindès, politologue et sociologue, et de l'ancienne ministre Reckya Madougou-Yèdo.

Après le mot de bienvenue de Constantin Grund, représentant résident de la Friedrich Ebert Stiftung au Bénin, qui a planté le décor de la cinquième soirée politique, le modérateur Wilfried Léandre Hounbédji est entré dans le vif du sujet avec ses invités.

D'entrée, Gaston Zossou avoue sa perplexité à qualifier les propos tenus le 1^{er} Août 2012 par le Chef de l'Etat, lequel était disposé à faire appel aux siens pour venir affronter les autres. Si ce n'est du régionalisme, cela y ressemble fortement. Reckya Madougou-Yèdo, pour rester fidèle à la méthodologie de déroulement du débat, n'a pas abondé dans le même sens. Elle a opté plutôt pour une globalisation de la question et a invité les uns et les autres à ne pas faire le procès d'un régime. En tant qu'universitaire, Léon Bio Bigou ne se dérobe à aucun sujet tabou. Venant au fait, il estime nécessaire de rechercher l'origine du mal.

Dénoncer le mal pour le prévenir

Où avons-nous trébuché ?, s'est-il interrogé. Et, dans un exercice de rappel historique, il précise que le régionalisme remonte à 1946, année où la distinction nord/sud a été établie avec la création du groupement ethnique du nord Dahomey. Malgré l'évolution des réalités dans le temps, Reckya Madougou-Yèdo reste convaincue qu'il faut travailler à une promotion du développement équilibré du territoire, à une promotion de croissance inclusive. Francis Akindès, pour sa part, appelle à une répartition des ressources et à une distribution des inégalités au risque de voir la frustration de même qu'un sentiment « régionaliste anti-régionaliste » monter au sein des populations. C'est

pourquoi il a exhorté l'INSAE et les centres de recherche à mener des études en vue de prouver les inégalités.

Gaston Zossou, quant à lui, ne partage pas l'avis de Reckya Madougou-Yèdo. Contrairement à cette dernière, il ne trouve pas d'autre moyen de prévenir la survenue d'un mal que de le dénoncer. Raison pour laquelle il n'est pas allé du dos de la cuillère pour affirmer d'emblée que, sous nos cieux, le régionalisme est érigé en système de gouvernement. A l'en croire, l'ampleur du mal est telle qu'il paraît difficile pour un parti politique ayant son assise au sud du pays d'avoir des élus dans la région septentrionale, et vice-versa.

Surveiller le danger : la communication politique

Face à cette situation, la thérapie de choc que propose Gaston Zossou en vue d'aboutir à une nation, vise à ouvrir les voies du pacte républicain et du mieux-être. Autrement dit, créer les conditions d'un brassage ethnique qui passe par la mise en place d'internats d'enfants de différentes régions du pays, lesquels seront amenés à vivre ensemble. Il ne doute pas en outre de la contribution des ministres des Sports et de la Culture à la construction d'une nation béninoise. Pour y arriver, il est important de réduire sinon d'éradiquer le phénomène de l'achat des consciences qui est favorable à la pérennisation du régionalisme, suggère Francis Akindès qui n'a pas manqué de mettre l'accent sur la

nécessité de surveiller la communication politique car, souligne-t-il, c'est à ce niveau que se situe le danger. Dans la même veine, Léon Bio Bigou avant de formuler ses propositions, conseille d'abord de se départir des hypocrisies. Pour lui, il faudra accepter les différences irréductibles, améliorer l'éducation pour tous en tenant compte des disparités, promouvoir les valeurs et compétences et réviser la charte des partis politiques. Reckya Madougou Yèdo, elle, convie à combattre le régionalisme politique (cesser les meetings de remerciement après nomination par exemple) et faire de l'instruction le fondamental pour nous sortir de l'instrumentalisation politique.

Voir la cause et non les effets du régionalisme

A la suite de ces échanges enrichissants entre les panélistes, le modérateur Wilfried Léandre Hounbédji a invité le public à contribuer au débat. Célestine Zanou qui a le mérite d'avoir publié une contribution sur le régionalisme, résumant ses écrits, fait remarquer la nécessaire distinction à établir entre régionalisme primaire et « régionalisme politique intéressé ». Cette soirée politique fait le procès des hommes politiques, lesquels jouent sur les patronymes, a-t-elle ajouté. D'où le « patronymisme exacerbé des politiques ». Enfin, elle dénombre quatre facteurs originels du régionalisme à savoir l'ignorance, la pauvreté, les pesanteurs du passé et la mal gouvernance politique.

Lazare Sèhouéto, dans un souci d'identification du mal afin de l'attaquer efficacement, préfère qu'on en recherche la cause au lieu de s'attarder sur ses effets. Des propos entérinés par Candida Azanaï qui constate que tous les peuples du monde sont manipulés par des hommes politiques qui usent de concepts sans fondement dont le régionalisme. Pour Eric Houndété, il serait intéressant de limiter les dégâts du régionalisme par une loi notamment en ce qui concerne les nominations qui, depuis un moment, ne sont profitables qu'à une seule région du pays. L'aménagement du territoire et le choix des priorités constituent aussi, selon lui, des leviers sur lesquels on pourra agir pour réduire les proportions du régionalisme dans notre pays.

Prince AKOGOU



Le Matinal, 04.12.2014

5ème soirée politique à Friedrich Ebert : Le régionalisme au cœur des débats

Le vendredi 28 Novembre 2014 s'est tenue une soirée politique à la Fondation Friedrich Ebert. A cette occasion, plusieurs personnalités politiques et de la société civile ont honoré de leur présence la soirée.

Initiée par la Fondation Friedrich Ebert, la 5ème soirée politique a porté sur le thème : « Le régionalisme et l'urgence d'une cohésion sociale du Bénin ». A l'entame de cette soirée politique, une minute de silence a été observée pour la mémoire de l'Abbé André Quenum avec qui cette randonnée politique a été préparée. Le Représentant résidant de la Fondation Friedrich Ebert a souhaité que la confrontation des idées relatives au thème retenu soit faite avec moins de passion et beaucoup plus d'objectivité. Le débat animé par Wilfried Houngbédji, journaliste au quotidien "La Nation ", a

rassemblé quatre personnalités. Il s'agit notamment du professeur Léon Bio Bigou, de l'ancien ministre Gaston Zossou, de l'ancienne ministre Reckya Madougou et du professeur Francis Akindès. Selon Léon Bio Bigou, le régionalisme est un frein pour la cohésion de la Nation. En éclairer, il a fait un long historique du régionalisme au Bénin. A l'en croire, le régionalisme remonte à 1946 avec Hubert Maga, Apity, Zinsou et Ahomadégbé. C'était en cette période qu'il y a eu la création du Groupement ethnique du Nord Dahomey (Gend). Pour Reckya Madougou, c'est au nom de la solidarité qu'on en arrive à faire de la promotion régionale. Ce qui comporte un grand risque pour la cohésion nationale. A cet effet, le professeur Akindès a estimé qu'il faut faire très attention puisqu'il y a aujourd'hui une forme de régionalisme et d'anti-régionalisme qui se développe. Gaston Zossou a, quant à lui, estimé que le pays est divisé en deux, notamment lorsqu'on se réfère aux commentaires sur les réseaux sociaux. Au terme de la confrontation des idées, les uns et les autres ont fait des propositions. Il en ressort que les solutions au régionalisme sont, entre autres l'éducation, l'acceptation de soi-même afin d'accepter les autres, la réduction des partis politiques à trois pour le Bénin, la révision de la charte des partis politiques, la lutte contre l'impunité.

Joël Samson BOSSOU



www.ortb.bj

Le régionalisme au coeur d'une soirée politique de la fondation Friedrich Ebert

Après sa quatrième soirée sur le dialogue social en septembre, la fondation Friedrich Ebert a convié les acteurs politiques, scientifiques, syndicaux et les membres de la société civile à mener des réflexions sur le thème "*le régionalisme et l'urgence de la cohésion sociale au Bénin*". C'était au cours que sa cinquième soirée qu'elle a organisée ce vendredi 28 novembre 2014 à son siège à Cotonou.

Le régionalisme décrit par les orateurs

Tous les participants à cette discussion ont accordé leurs voix sur l'ampleur et la gravité du régionalisme. Ce dernier trouve ses origines de différentes manières. Leon Bani Bio Bigou, enseignant à l'Université d'Abomey Calavi (UAC) estime que l'accusation de régionalisme collé aux ressortissants du Nord-Bénin trouve son origine dans la création du Groupement Ethnique du

Nord-Dahomey après l'indépendance en 1960. Cette situation a perduré et pris de l'ampleur aujourd'hui en politique. Ainsi Gaston Zossou, ancien ministre, fait le constat que le Bénin est aujourd'hui divisé en deux entre le nord et le sud. Il n'en veut pour preuve les divers écrits sur les réseaux sociaux appelant à une alternance régionale du pouvoir.

Pour sa part, Rekyath Madougou Yedo, ancien ministre, affirme que le régionalisme s'explique par la promotion des cadres sur des bases régionales. Cette dernière est l'assurance qu'offrent certains cadres à leurs frères parfois mal formés. Le phénomène n'est pas sans conséquence sur la cohésion de la nation béninoise. C'est ainsi que Francis Akindès enseignant à l'UAC appréhende le phénomène du régionalisme. Il estime que *"la promotion du régionalisme est un frein à la production de la nation"*.

Nécessité de combattre le phénomène

Les différentes personnalités jugent nécessaire de combattre le mal social que constitue le régionalisme. Et pour l'éradiquer, Rekyath Madougou Yedo propose la solution d'une bonne éducation et d'une réelle instruction de la population. L'ancien ministre préconise aussi une répartition équitable des ressources et l'arrêt des manifestations de remerciement après nomination à

des postes. Mais *"Il faut s'accepter soi-même avant d'accepter l'autre"*, a ajouté Leon Bani Bio Bigou.

Adonis BOHOUN

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) au Bénin

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est présente au Bénin depuis 1993. Le Bureau de la FES à Cotonou est responsable de la coordination des activités de la FES au Bénin, au Togo et au niveau régional. Au Bénin, les programmes de la FES visent à accompagner les efforts des partenaires étatiques et non-étatiques dans :

- le renforcement des capacités des parlementaires ;
- la consolidation de la liberté d'expression et le renforcement des capacités des médias pour la conduite d'investigations indépendantes ;
- le renforcement des capacités des organisations de la société civile notamment sur les thématiques politiques, économiques et sociales ;
- l'émergence et la consolidation d'une culture syndicale responsable qui assure la défense des intérêts des travailleurs ;
- la promotion du jeune leadership au sein des médias, des organisations de la société civile, des syndicats et des partis politiques.

Le Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) au Bénin est actuellement dirigé par Monsieur Constantin Grund qui agit en qualité de Représentant Résident.